

Flash nucléaire 2

Février 2013 / Raccourci de faits et d'opinions alimentant le débat nucléaire

Stratégie énergétique 2050: prises de position des partis politiques suisses

L'UDC est le seul parti à rejeter avec détermination l'ensemble de la Stratégie énergétique 2050. Le parti exige que l'ensemble des mesures et les révisions légales nécessaires soient réunies dans une loi-cadre soumise au référendum «afin que le peuple puisse décider démocratiquement». Pour le PLR, la censure de certains modes de production d'énergie ne fait pas partie d'une politique énergétique libérale, réaliste et prospective, comme la souhaiterait le parti. Le parti exige l'établissement d'un cadre clair et fiable à long terme plutôt que le recours à de nouvelles taxes et subventions. Selon le PDC, la stratégie convainc par son orientation et la diversité de ses mesures. Le parti approuve l'horizon fixé et le calendrier des étapes. Il considère la sortie du nucléaire et le développement de la production énergétique renouvelable comme une chance pour la Suisse, en termes de renforcement des économies régionales et de création d'emplois. Le PS qualifie la stratégie de plan global destiné à réduire la dépendance de la Suisse à l'égard des énergies fossiles et donc de l'étranger. Comme les Verts, le PS exige des dates contraignantes de mise à l'arrêt des centrales existantes.

Stratégie énergétique 2050: prises de position des exploitants des centrales

Forum nucléaire suisse
Case postale 1021
3000 Berne 14
Téléphone 031 560 36 50
Téléfax 031 560 36 59
info@forumnucleaire.ch
www.forumnucleaire.ch

Rédaction:

P. Valiquer, M.-F. Aepli,

R. Bilang, M. Brugger,

M. Rey, M. Schorer, D. Stebler

Parution: 12 fois par an ISSN 1421-0355 © 2013 by Forum nucléaire suisse Alpiq SA fait état de graves lacunes dans la Stratégie énergétique 2050. Elle admet que la réforme du système énergétique devra être avalisée par le souverain. Elle réclame l'ouverture du marché suisse de l'électricité, puisque sans cela, aucun accord sur l'électricité ne pourra être conclu avec l'UE, faisant peser une menace sur la sécurité d'approvisionnement. L'entreprise pourra s'exprimer sur l'ensemble du paquet de mesures seulement lorsque la planification et la sécurité du droit auront été confirmées pour tout investissement à long terme. Axpo Holding SA

attend, elle aussi, un projet réaliste qui puisse être mis en œuvre et soit une source de sécurité au niveau de la planification et sur le plan juridique. L'entreprise reconnaît que notre futur approvisionnement énergétique doit, en l'état, rester garanti sans remplacement du parc nucléaire. Elle rejette cependant de grandes parties du projet de consultation. Pour Axpo, un approvisionnement énergétique sûr, compétitif et consensuel pour la société, est la toute première priorité. BKW soutient les priorités fixées dans la Stratégie énergétique 2050, mais décèle un important potentiel d'amélioration. Selon le groupe, les objectifs d'efficacité formulés se concentrent uniquement sur les ventes d'électricité, nuisant ainsi à la mise en œuvre de la stratégie. Les objectifs dans le domaine des énergies renouvelables, de l'hydraulique et de la consommation d'électricité sont très ambitieux. Afin de pouvoir les atteindre, une amélioration des conditions générales est indispensable. Les trois entreprises proposent leur soutien constructif pour un remaniement de la politique énergétique.

Stratégie énergétique 2050: prise de position de swisselectric

Selon swisselectric, le projet du Conseil fédéral souligne tellement l'aspect «électricité» que l'on ne saurait parler de stratégie énergétique. Elle rejette l'abandon du nucléaire qui vient torpiller l'objectif d'un approvisionnement électrique diversifié. L'organisation regrette l'absence d'une conception concrète pour la stratégie énergétique 2050 et la non-considération de son impact politique, sociétal et économique. Les mesures devraient être inscrites dans une perspective d'économie de marché, l'ouverture intégrale du marché suisse de l'électricité devant faire partie intégrante de la stratégie énergétique. La principale objection de swisselectric réside dans le fait que les mesures politiques proposées ne permettent d'atteindre que la moitié des objectifs, le débat sur la seconde étape étant reporté à

plus tard. En outre, la sortie du nucléaire entravera considérablement la réalisation de nos objectifs climatiques ambitieux. Swisselectric s'attend donc à ce que le Conseil fédéral présente rapidement un projet remanié, dûment fondé et réaliste.

Stratégie énergétique 2050: prise de position de l'AES

L'Association des entreprises électriques suisses (AES) soutient, certes, l'orientation de la Stratégie énergétique 2050 mais demande que le projet soit révisé et étendu en des points essentiels. La production, le réseau et le stockage doivent, selon elle, être développés de manière coordonnée plutôt que par des mesures isolées. L'AES exige la fin du système bureaucratique d'encouragement et la création d'incitations pour une production à partir d'énergies renouvelables en fonction de la demande. Plutôt que des quotas d'économies d'énergie pour les fournisseurs d'électricité, l'AES exige que l'efficacité énergétique soit augmentée par les instruments éprouvés actuels. Selon elle, il faut renoncer à toute promotion des énergies fossiles, et elle revendique les mêmes instruments pour les installations à couplage chaleur-force et les centrales à gaz à cycle combiné.

La population considère que les centrales nucléaires suisses sont sûres, ...

Le dernier sondage effectué fin septembre 2012, sur mandat de swissnuclear, par l'institut d'étude de marché Demoscope indique qu'une année et demie après l'accident au Japon, l'effet Fukushima est en train de se dissiper: ainsi, 74% des sondés se montrent convaincus de la sûreté de nos centrales nucléaires, contre 68% en 2011.

... elle souhaite un approvisionnement sûr ...

Les Suisses accordent une importance cruciale à l'indépendance du pays par rapport à l'étranger ainsi qu'à notre sécurité d'approvisionnement. 75% d'entre eux souhaiteraient que l'électricité continue à l'avenir d'être produite en Suisse (2011: 73%). 70% pensent que sans investissements supplémentaires dans des installations de

production de tous les types, il faut s'attendre à une pénurie d'électricité dans un proche avenir (2011: 72%). Deux tiers des personnes interrogées sont persuadées que seules de grandes installations de production pourront combler les lacunes.

... et est consciente en matière de prix

Pour 84% des sondés, il est clair que la nouvelle orientation de la politique énergétique ne devra pas menacer la sécurité de notre approvisionnement. Pour 80% d'entre eux, les projets du Conseil fédéral ne devront pas non plus conduire à une dépendance accrue par rapport à l'étranger. Enfin, 58% souhaitent que le mix actuel composé d'hydraulique et de nucléaire soit maintenu si les coûts et l'impact du tournant énergétique ne sont pas clairement connus. Le prix de l'électricité reste un argument de poids en faveur de l'énergie nucléaire: une nette majorité de 63% reconnaît les avantages du nucléaire en termes de prix (2011: 49%).

Le tournant énergétique allemand pourrait coûter 1000 milliards d'euros

Dans une interview accordée le 19 février 2013 à la Frankfurter Allgemeine Zeitung, Peter Altmaier, ministre allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sûreté des réacteurs, a déclaré que les coûts des projets de réforme et de restructuration du secteur allemand de l'énergie pourraient totaliser l'équivalent de 1230 milliards de francs d'ici la fin des années 2030. «Si nous ne prenons aucune contremesure, nous pourrions bien atteindre ce montant », précise-t-il. Selon Altmaier, deux tiers de cette somme concernent les tarifs d'achat. S'y ajoutent les coûts liés à l'extension des réseaux, à la garantie des capacités de réserve, à la recherche et au développement, à la mobilité électrique et aux assainissements énergétiques des bâtiments. Le «frein aux prix de l'électricité», proposé par lui et par le ministre le ministre de l'Economie Philipp Rösler, devrait permettre d'économiser jusqu'à 370 milliards de francs pour les coûts de développement.

Le «Flash nucléaire» peut également être commandé sous forme de lettre d'information électronique sur le site www.forumnucleaire.ch.